

ABANDON DU PROJET DE LOI SARKOZY-VILLEPIN

ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX ! NON A LA PÉNALISATION DE LA PRÉCARITÉ !

Dans la continuité des lois VAILLANT de sécurité quotidienne, et en droite ligne des politiques répressives et sécuritaires suivies depuis deux ans, (*lois Sarkozy sur l'immigration, Perben...*), l'avant-projet de loi interministériel, dit « de prévention de la délinquance », piloté par le ministère de l'intérieur, initié par Sarkozy et repris par Villepin, annonce la couleur.

La "philosophie" du projet l'explique cyniquement : « *l'échec d'intégration... peut entraîner de la frustration morale... et des comportements de rupture !!* »

Surveiller, contrôler, sanctionner les populations en difficulté, jugées potentiellement délinquantes, tel est l'objectif poursuivi à travers les mesures préconisées :

- Transformation des travailleurs sociaux éducatifs et de santé en indicateurs et collaborateurs de police, avec l'instauration d'une obligation de signalement des personnes en difficulté au maire.

- Mise en place de vidéo-surveillance dans les quartiers, les halls d'immeubles, les établissements scolaires, avec cassettes à disposition de la police

- Fichages des élèves, contrôle des populations

- Condamnation à des stages de parentalité payant, à des amendes familiales, pour absentéisme scolaires.

- Prise en main et gestion des allocations familiales par le maire

- Expulsion facilitée des logements sur simple constat du bailleur « de troubles du voisinage »...etc...

Tout cela sous la houlette du maire, qui verrait ses pouvoirs de police étendus, et serait érigé en « coordinateur de la prévention de la délinquance ».

Enfin pour répondre au chômage, au racisme et à l'absence de perspective pour les jeunes des quartiers, tout un arsenal de mesures aux relents pétaïnistes est proposé :

- Encadrement de centres de loisirs par la police

- Bourses au mérite et internat pour les jeunes filles issues de l'immigration(!)

- Exaltation des valeurs "nationales" avec mise en place d'un service civil, d'une école des cadets de la police, et participation scolaire aux manifestations patriotiques !

Alors que les aides et les moyens d'exercer la prévention et l'action sociale au quotidien se réduisent massivement, cet avant projet, tout comme les dispositifs touchant les 23 quartiers stigmatisés de « criminogènes » par Sarkozy, remettent en cause les missions des travailleurs sociaux, des professionnels de l'éducation, de la santé et de l'animation.

Il s'agit là d'une attaque sans précédent contre les droits des populations les plus fragiles.

Cette politique sécuritaire liberticide accompagne le libéralisme économique.

Depuis plus de 20 ans les politiques suivies se sont adaptées aux exigences des marchés financiers. Depuis deux ans les gouvernements RAFFARIN aux ordres du MEDEF du baron SEILLIERES organisent la démolition sociale, la précarisation et l'insécurité sociale. (réforme des retraites, de l'ASS, les intermittents, le RMA...)

Ils veulent détruire demain la sécurité sociale solidaire, casser le code du travail, démanteler et privatiser les services publics (EDF, Hôpitaux, POSTE, SNCF...)

Au fil des plans qu'ils appellent "sociaux", cette logique économique produit de manière industrielle du chômage, de la précarité, de l'exclusion et de la misère.

Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes et la répartition des richesses produites se fait toujours plus au profit des actionnaires et des banques.

Pour maintenir leur système, et essayer d'empêcher la contestation, les possédants n'ont pour réponses :

- Criminaliser l'action revendicative comme on l'a vu avec l'emprisonnement de José BOVE et les poursuites contre de nombreux militants syndicaux.

- Criminaliser la misère en rendant les "exclus" responsables individuellement de leurs situations.

- Faire pression sur les professionnels de la prévention, en instaurant un délit de solidarité contenu implicitement dans la loi Sarkozy sur l'immigration, et qui vient de toucher Olivier Pira, éducateur à Lille.

C'est le traitement pénal de la "fracture sociale"

Nos vies valent plus que leurs profits, Résistance face à ce gouvernement illégitime

Les élections régionales ont constituées une gigantesque claque pour CHIRAC et RAFFARIN. Le refus de ces politiques libérales et sécuritaires s'est exprimé massivement et ce gouvernement à peine formé n'a aucune légitimité.

Pourtant RAFFARIN prétend continuer ses contre-réformes.

Pour faire échec à ses projets c'est le rapport de force social, qui le fera reculer.

Pour obtenir le retrait définitif de l'avant-projet de loi SARKOZY-VILLEPIN, c'est la mobilisation, massive, unitaire, comme le 17 mars dernier, qu'il faut développer.

Exigeons de réels moyens pour développer les services publics de prévention, d'éducation, de santé d'animation, culturels, pour permettre à toutes et tous l'accès aux droits sociaux, et redonner leur dignité aux personnes touchées par la précarité.

Avec les collectifs unitaires, et le soutien des syndicats et des associations, continuons de nous mobiliser, de nous organiser, d'alerter la population.

Tous ensemble contribuons à la convergence des luttes avec les autres secteurs menacés.

C'est dans ce sens que les militantes et militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire agissent et continueront d'agir.



Pour prendre contact avec la LCR
Ecrire à : LCR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil